Albas (46) : un ancien salarié de l'association Second Souffle soupçonne des éducateurs de radicalisation

18/02/2021 à 10h36



L'association Second Souffle, qui était basée à Albas dans le Lot, avait organisé en 2018 un camp au Mont Toubkal, au Maroc, avec des jeunes en voie d'insertion alors que la menace terroriste de Daesh planait sur ce secteur où deux Scandinaves ont été décapitées. Un ancien salarié dénonce aujourd'hui de graves manquements à la sécurité des jeunes, entre autres scandales.

Second Souffle a pour vocation l'encadrement d'enfants en difficultés, souvent sous tutelle, en organisant des séjours de rupture comme des expéditions dans les Pyrénées où le désert marocain là où le scandale a éclaté et a secoué l'équipe éducative.

L'association est immatriculée officiellement dans l'Essonne, mais le courrier est adressé à la présidente lotoise Sylvie Challamel, à Laramière.

« J’étais permanent lieux de vie. C’était l’intitulé précis de mon poste même si, comme mes collèges, on me demandait de remplir des missions propres aux éducateurs spécialisés. **La dernière structure lotoise a été fermée car le responsable achetait de la drogue pour les jeunes hébergés dans une grande maison.** Il a été licencié depuis, mais il n’y a pas eu d’action judiciaire. C’était en 2017. **Un autre éducateur prenait de la cocaïne avec un jeune qui est actuellement en prison** » détaille-t-il.

« J’ai dénoncé auprès de la justice des vols de matériels ainsi que des avantages en nature et financiers que s’octroyaient trois directeurs de Second Souffle en utilisant, pour leur usage personnel, des véhicules loués par l’association. Je rappelle que celle-ci est financée par de l’argent public. Cette affaire est actuellement entre les mains du tribunal d’Evry après la dénonciation effectuée en août 2020 auprès du parquet national financier de Paris » poursuit Abdsamad El Malah.

L’ancien permanent de Second Souffle ne s’est pas arrêté là. « **J’ai aussi alerté les autorités judiciaires sur l’embauche, par cette association, de radicaux islamistes pour encadrer des jeunes dans des camps au Maroc et en France. Cela m’a été confirmé par la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) qui m’a annoncé que ces personnes étaient fichées S. À cet instant, j’ai également alerté les services de l’ASE (Aide sociale à l’enfance).** » Dans cette pyramide d’affaires qui donne le vertige et qui secouent Second Souffle, le plus gros dossier prend sa source au Maroc.

« À la demande de l’association, durant l’été 2018, avec un collègue, j’ai accompagné six enfants de 10 à 16 ans au Maroc pour un séjour de rupture. Ce voyage nous a été imposé alors que la zone ou a été installé le camp était sous la menace de Daesh. Nous y avons été envoyés avec des enfants. C’est inadmissible. Nous nous sommes d’abord rendus au lieu de vie de Tiloughite où aucune condition de sécurité n’était réunie.

Il n’y a quasiment aucun contrôle de l’ASE car l’endroit est très difficile d’accès. En arrivant là-bas, nous avons appris les viols de deux jeunes filles par un éducateur marocain dans les locaux de Second Souffle. Encore une belle erreur de casting dans les embauches ! » s’exclame Abdsamad El Malah.

…

Enfin, un événement d’une rare barbarie est venu hélas confirmer ses craintes. **Le 17 décembre 2018, les corps décapités de Louisa Vesterager Jespersen, une Danoise de 24 ans et de Maren Ueland, une Norvégienne de 28 ans, ont été retrouvés au Mont Toubkal. Un acte abominable signé Daesh à un souffle du terrain occupé par Second Souffle.**

…

Source la dépêche

Association second souffle